



## Climat : « Nous travaillons sur de nouveaux scénarios pour nos prochains rapports » (Giec)

« Nous allons explorer tous les futurs possibles. Le Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) souhaite développer des scénarios de stabilisation qui permettraient de limiter le réchauffement à deux degrés ou moins pour les prochains rapports qui seront rendus publics en 2013-2014 ». C'est ce que déclare Jean-Pascal van Ypersele, vice-président du Giec et climatologue à l'Université de Louvain (Belgique), lors d'un entretien à l'AEDD, le lundi 20 juillet 2009. Il s'exprime à l'occasion du « Scoping meeting » (« réunion d'orientation stratégique ») qui s'est tenu à Venise (Italie) du 13 au 17 juillet 2009. « Nous avons demandé à la communauté scientifique de refaire des scénarios complètement nouveaux, en y intégrant les progrès techniques récents et les changements possibles dans l'économie, les comportements ou la volonté politique de protéger le climat ».



Jean-Pascal van Ypersele,  
vice-président du Giec

© Jacky Delorme, UCL

**AEDD : Le Giec prépare actuellement la parution de son cinquième rapport d'évaluation sur les changements climatiques (AR5) pour 2013-2014. Quelles sont les grandes étapes du travail à venir ?**

**Jean-Pascal van Ypersele :** En réalité, le Giec a commencé à travailler sur ce nouveau rapport dès la conférence de Budapest, en avril 2008, où nous avons décidé de conserver la structure en trois groupes de travail. Le groupe 1 évalue les aspects scientifiques du système climatique et de l'évolution du climat. Le groupe 2 s'occupe des questions concernant la vulnérabilité des systèmes socio-économiques et naturels aux changements climatiques, les conséquences négatives et positives de ces changements et les possibilités de s'y adapter. Enfin, le groupe 3 évalue les solutions envisageables pour limiter les émissions de gaz à effet de serre ou atténuer de toute autre manière les changements climatiques. Nous avons décidé de publier les rapports AR5 en deux temps. Le volume 1 en 2013, les volumes 2, 3 et la synthèse en 2014, afin de laisser la possibilité au groupe 2 (impacts) d'intégrer les conclusions du groupe 1 (science du climat).

Nous avons par ailleurs défini une série de grands principes, en avril 2009, à Antalya (Turquie). Nous avons, par exemple, décidé de donner plus d'importance aux informations de nature régionale, afin que chacun puisse être conscient de l'impact des changements climatiques sur son territoire. La prochaine conférence aura lieu à Bali (Indonésie) du 26 au 29 octobre, où nous finaliserons la table des matières ébauchée à Venise pour les contributions des trois groupes à l'AR5. Nous lancerons ensuite un appel aux gouvernements qui devront nous soumettre des noms de chercheurs, pour la rédaction de ces rapports AR5. Dans un an, nous reviendrons sur la structure du rapport de synthèse, qui a seulement été évoquée à Venise.

**AEDD. Les rapports AR5 feront-ils l'objet d'une nouvelle orientation ?**

**Jean-Pascal van Ypersele :** Comme Rajendra Pachauri, le président du Giec, l'a mentionné dans son allocution de clôture, vendredi 17 juillet à Venise, certains sujets devraient faire l'objet d'une section ou d'un chapitre à part entière dans le rapport. Mais il ne s'agit pas là de changements fondamentaux, car ces sujets figurent depuis longtemps dans nos précédents rapports. Ainsi, les débats sur le niveau des mers ou sur la question des nuages feront l'objet d'une attention particulière. Nous savons par exemple que les processus physiques liés aux nuages sont à l'origine d'une grande partie de nos incertitudes pour modéliser le climat. C'est la

raison pour laquelle la gamme des chiffres liés au réchauffement est si large : entre 2°C et 4,5°C à terme, pour un doublement de la concentration en CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère. La question des nuages et de leur influence sur le réchauffement ou le refroidissement, avait été identifiée dès les premiers rapports du Giec.

**AEDD. Le dernier rapport (AR4) date de 2007. Le Giec maintient donc la périodicité de ses rapports, à raison d'un tous les six ans ?**

**Jean-Pascal van Ypersele :** A vrai dire, cette périodicité n'a jamais été fixée par le Giec de manière absolue. Il est vrai que le premier rapport date de 1990, le deuxième de 1995-96, le troisième de 2001 et le quatrième de 2007. Pour les prochains rapports, le délai sera plus long car nous préparons de nouveaux scénarios d'émissions : les rapports de 2001 et 2007 ont en effet été établis sur la base des scénarios validés en 2000 et sont aujourd'hui quelque peu dépassés. Il est grand temps de faire une mise à jour de ces scénarios. Il faut savoir que les scénarios de 2000 avaient été développés dans un contexte où les efforts de réduction d'émissions (mitigation ou atténuation) n'étaient pas pris en compte. Ces scénarios sont proches d'un modèle « business as usual » et ne tiennent pas compte des objectifs fixés par le protocole de Kyoto par exemple. Nous allons réviser ces scénarios et en développer de nouveaux pour les rapports AR5 et AR6.

**AEDD. Avez-vous une idée des tendances actuelles en matière d'émissions de GES ?**

**Jean-Pascal van Ypersele :** Les tendances observées jusqu'à l'an passé ont été modifiées par la crise, mais si nous ne changeons rien, nous allons très vite y revenir. Or, avant la crise, nous semblions plutôt être sur des trajectoires globales proches des scénarios élevés, ce qui nous laisse penser que nous étions très mal partis pour satisfaire les objectifs de stabilisation de la concentration en GES.

**AEDD. Les membres du G8 et du MEF (Forum des économies majeures) ont reconnu l'objectif de limiter à deux degrés le réchauffement climatique, la semaine dernière (L'AEDD n°3107). Peut-on dire que les hommes politiques sont enfin en accord avec les scientifiques ?**

**Jean-Pascal van Ypersele :** Attention à la formulation : les membres du G8 et du MEF disent reconnaître le consensus de la communauté scientifique sur cet objectif ! Or, le Giec a toujours dit que choisir un objectif de limitation du réchauffement était une responsabilité politique en soi. Si on lit bien les travaux du Giec, le rapport AR3 (2001) montrait déjà que les impacts des changements climatiques pourraient être dangereux au-delà de 2 degrés, et le rapport de 2007 (AR4) que ce seuil était probablement descendu à 1.5°C . Ceci pourrait d'ailleurs suggérer une révision de l'objectif européen (tout faire pour ne pas dépasser un réchauffement de deux degrés) qui date d'il y a 13 ans (juin 1996). Et puis, ni le G8 ni le MEF ne se sont mis d'accord sur les réductions d'émissions nécessaires à l'horizon 2020 pour réaliser l'objectif qu'ils évoquent. C'est très frustrant pour nous, les scientifiques, car pendant longtemps, nous n'avons pas été écoutés, alors que nous étions déjà en train de tirer la sonnette d'alarme il y a trente ans ! Il faut malheureusement beaucoup de temps aux décideurs politiques pour être convaincus !

**AEDD. L'année 2009, qui s'achève par la conférence de Copenhague, semble être cruciale pour la question des changements climatiques. Quel est votre sentiment ?**

**Jean-Pascal van Ypersele :** Nous souhaiterions que la communauté internationale et les décideurs politiques reconnaissent l'urgence de la question. Nous perdons chaque année beaucoup de temps sans que la question de la réduction des émissions, ou la question du financement et de l'adaptation pour les pays en développement, ne progresse vraiment. Nous aimerions que ce sentiment d'urgence se transforme en actes. Le protocole de Kyoto est important mais ce n'est qu'un tout petit pas. Le rapport du Giec ayant montré les limites des accords volontaires, il faudrait que le traité de Copenhague soit légalement contraignant pour être efficace, et plus largement, qu'il permette une révolution de nos modes de consommation et une transformation de l'économie mondiale en une économie durable « amie du climat ».

**AEDD. Comment peut-on informer l'opinion publique sur l'importance de cette transformation ?**

**Jean-Pascal van Ypersele** : Il est très difficile pour les citoyens, comme pour les décideurs politiques, de prendre des mesures radicales car les résultats de ces mesures ne se verront qu'à très long terme. On peut légitimement comprendre que les citoyens aient d'autres préoccupations en tête, plus immédiates. Il faudrait, à mon avis, parvenir à relier la question du climat à d'autres problématiques, comme celle de la pollution de l'air ou de l'emploi, par exemple. Mais beaucoup de décideurs n'ont pas encore pris la mesure de l'ampleur du défi qui nous attend. Il s'agit d'une urgence : transformer profondément nos comportements et notre économie pour laisser une planète en bon état à tous les enfants du monde.



**Contact** : Giec, Carola Traverso Saibante, Responsable communication et information,  
+41 22 730 8066, +41 79 666 7134, [IPCC-Media@wmo.int](mailto:IPCC-Media@wmo.int)

**Lire aussi dans les dépêches :**

[Négociations climatiques à Bonn : « négociations à l'arrêt » \(ONG\). « lancement du processus » \(délégation française\)](#)

AEDD du 12 juin 2009, n° 2749

[URGENT. Climat : le Canada et les USA doivent prendre des engagements « au moins aussi élevés que l'UE » \(position française officielle\)](#)

AEDD du 25 juin 2009, n° 2918

Dépêche n°3198 © Copyright AEDD - 2008/2009 - ip

Conformément au code sur la propriété intellectuelle, toute reproduction ou transmission, de cette dépêche est strictement interdite, sauf accord formel de AEDD.